



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°473 (20 SEPTEMBRE 2026)

LE CANADA DE MARK CARNEY ET LES EXTRÊMES DROITES FRANÇAISES

LE CANADA DE MARK CARNEY, DERNIÈRE CHANCE DE L'EUROPE ?

Introduction

Philippe Meyer :

En pleine guerre commerciale avec les États-Unis de Donald Trump, le Canada cherche de nouveaux partenaires, tandis que l'Europe, dont les relations avec Washington sont tout aussi houleuses, cherche des appuis à sa stratégie de rééquilibrage entre les deux super-puissances, Chine et États-Unis. Mark Carney dans son discours de Davos du 20 janvier 2026, avait acté le basculement dans un âge des empires fondé sur la coercition. Il y avait exposé le dilemme des puissances moyennes : choisir entre l'autonomie ou la soumission, et proposé une stratégie fondée sur la limitation des dépendances vis-à-vis des empires, la diversification des partenariats et le renforcement de la coopération entre les puissances moyennes.

Mercredi, dans son discours annuel sur l'état de l'Union devant le parlement européen à Strasbourg en présence du Premier ministre canadien Mark Carney, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a proposé que le Canada devienne le « *premier membre associé* » de l'Union européenne. « *Nous voyons le monde avec les mêmes yeux : de l'IA au changement climatique, de l'Arctique à la géopolitique* », a souligné Mme von der Leyen, appelant Ottawa et Bruxelles à « *bâtir* » un « *avenir commun* ». A l'annonce de cette proposition, les eurodéputés se sont levés pour applaudir longuement M. Carney.

Jeudi, Mark Carney, a accueilli favorablement, « *cette ambition* ». S'exprimant à son tour devant les députés européens, à Strasbourg, il a assuré que « *les sondages montrent qu'une écrasante majorité de Canadiens sont favorables à*

des liens beaucoup plus étroits avec l'Europe ». Pour le Premier ministre canadien le Canada et l'Europe sont « *plus forts ensemble* » et ils sont liés par des « *valeurs communes* », non par des « *deals* », une allusion claire au président américain, Donald Trump. « *Le Canada et l'Europe devraient garantir leur autonomie stratégique grâce à une coopération approfondie couvrant l'ensemble des capacités stratégiques* », a développé M. Carney, arguant que les deux blocs devraient « *œuvrer en faveur d'échanges numériques fluides, ainsi que d'une libre circulation des produits non agricoles et d'une vaste gamme de services. Nous devrions renforcer les liens entre nos populations, en permettant à nos jeunes de travailler, d'étudier et de vivre où ils le souhaitent, de part et d'autre de l'Atlantique* », a-t-il déclaré. Pour autant, le Premier ministre canadien a assuré ne pas chercher la construction d'un « *troisième bloc pour devenir une grande puissance rivale qui aurait de meilleures manières* ». « *Nous ne recherchons pas le pouvoir pour dominer autrui. Nos démocraties sont fondées sur l'État de droit* », a-t-il souligné, avant de qualifier cette alliance future de « *phare pour les démocraties* ».

Avant de donner la parole à Nicole Gnesotto, je voudrais rappeler qu'en 1965, un journaliste du *Monde*, Claude Julien, qui avait fait ses études aux États-Unis à l'université Notre-Dame, avait publié un livre intitulé [« Le Canada, dernière chance de l'Europe »](#). Il se trouve dans ma bibliothèque et j'ai eu la curiosité de le reprendre. J'avais pour Claude Julien une estime ancienne, que la lecture de ce livre a encore renforcée, tant il montrait l'intérêt pour le Canada et l'Europe d'établir un partenariat face aux États-Unis.

Si vous avez ce livre dans votre bibliothèque, je vous encourage à le reprendre. Claude Julien avait failli devenir directeur du *Monde*, mais André Fontaine et quelques autres avaient mené une guerre pour avoir sa peau après son élection par la rédaction. Il était ensuite devenu directeur du *Monde diplomatique*, où il avait maintenu un sens de l'équilibre assez remarquable.

Nicole Gnesotto :

D'abord, ce qui se joue va bien au-delà de la relation bilatérale entre l'Europe et le Canada. Et il ne s'agit pas d'une nouvelle architecture européenne. Ce qui se joue, c'est la naissance d'un nouvel Occident : le Canada et les pays membres de l'Union européenne veulent rassembler des pays qui respectent les trois fondements de l'Occident, c'est-à-dire le libéralisme économique, la démocratie politique et le primat du droit sur la force. En cela, c'est un événement absolument majeur dont il faut rendre la paternité au Premier ministre canadien. C'est lui qui est en position de leadership. Tout le monde se souvient de son discours à Davos le 20 janvier de l'année dernière, où il avait éberlué l'auditoire par son courage et en même temps par sa délicatesse, sans jamais accuser ouvertement le président des États-Unis. Il avait expliqué que nous ne sommes pas dans une période de transition entre deux mondes, mais dans une période de rupture. Ce qui s'est passé la semaine dernière entre Mme von der Leyen et le Premier ministre canadien, c'est donc la naissance d'un nouvel Occident. Deuxièmement, le leadership canadien va bien au-delà de cette initiative. Il est aussi dans la façon dont le Canada répond aux menaces de Donald Trump. L'Union européenne s'est quand même aplatie en 2025 pendant les négociations commerciales avec Donald Trump : Mme von der Leyen a dû accepter des droits de douane de 15 % pour les produits européens, sans réciprocité pour les produits américains qui arrivent en Europe. Le Premier ministre canadien inaugure une méthode beaucoup plus courageuse, beaucoup plus directe : il l'a dit lui-même, « *dollar contre dollar* », avec cette phrase que je trouve formidable : « *le Canada est souverain d'un océan à un autre* ». Il y a là, de la part du Canada, une incitation aux Européens à résister. Ce mot est aujourd'hui très

important.

Troisième point : est-il important de savoir ce que veut dire la notion de « *membre associé* » ? La formule juridique ou institutionnelle qui sera adoptée n'a strictement aucun intérêt. Le Canada est déjà pratiquement intégré dans énormément de politiques européennes. Je rappelle qu'on a signé en 2016 et mis en œuvre en 2017 le CETA, qui est un accord global, non seulement sur la création d'une zone de libre-échange, mais aussi sur l'harmonisation des normes non tarifaires, notamment environnementales et alimentaires. Pour les échanges entre le Canada et l'Union européenne, on a déjà fait disparaître pratiquement 98 % des droits de douane. C'est donc un pays déjà extrêmement intégré économiquement. Le Conseil européen l'a invité pour la première fois à Erevan comme membre de la CPE, la Communauté politique européenne. Le Canada est membre de la coalition des volontaires qui doit aider l'Ukraine à mettre en œuvre un cessez-le-feu. On a également signé avec lui un accord sur les métaux stratégiques, ce qu'on appelle aussi les terres rares.

Le Canada est également membre, et c'est tout à fait nouveau, du programme CEV, un programme de financement par la Commission des initiatives européennes en matière de construction d'armement. Le Canada peut donc, en tant que pays non européen, participer à ce programme. Il est déjà extrêmement associé. Mais pourquoi le terme « *membre associé* » fait-il réfléchir ? Il avait été inventé par le chancelier allemand, M. Merckx, pour l'Ukraine, à partir de 2023, après l'attaque russe contre l'Ukraine. Quand on commençait à parler d'élargissement de l'Union à l'Ukraine, le chancelier avait dit « *vous pouvez déjà être membres associés* ». M. Zelensky avait répondu « *il n'en est pas question, il est hors de question, nous voulons être membres et rien d'autre* ».

Pour le Canada, la formule est également malheureuse, mais pour la raison exactement inverse : les Canadiens ne veulent pas du tout être membres. Ils veulent bien être associés, mais pas être membres. Il va donc falloir trouver un terme différent. Le Canada pourra être membre des Conseils européens qui se

réunissent à « 27 plus x ». Ils se sont déjà réunis avec les Anglais quand c'était nécessaire sur les questions de défense. Ils peuvent parfaitement inviter le Premier ministre canadien sans avoir besoin de réformer les traités.

Dernier point, cette fois pour l'Europe : le Canada est un modèle à la fois dans la négociation et dans le leadership éthique, leadership que l'Union européenne n'a pas pris pour l'instant. On a Mme von der Leyen qui parle beaucoup de géopolitique et une présidente du Parlement européen qui est totalement muette sur le monde, les droits de l'Homme et la démocratie. On n'a donc pas de leadership venant des institutions européennes. Le Canada peut donner aux Européens une envie de leadership nouveau. Mais dans le bouleversement total que nous connaissons, les Européens découvrent aussi les mérites de la flexibilité. La flexibilité, c'est ce que déteste l'Europe. L'Europe est une organisation juridique : il y a le traité, on est dedans ou on ne l'est pas. Même si les juristes sont tout à fait intelligents, on ne peut pas vraiment jouer avec le traité. Ce qu'impose le nouveau monde, c'est de faire de la flexibilité non pas un moindre mal, mais au contraire une méthode pour avancer. On l'a déjà plus ou moins trouvée en matière militaire, puisque cette coalition de volontaires associe notamment les Anglais, qui ne sont pas membres de l'Union européenne. On doit continuer à le faire avec le Canada, mais peut-être aussi avec d'autres pays. On entend dire que l'Australie, pays occidental s'il en est, serait très intéressée elle aussi par cette qualité de relation politique. Je ferai donc l'éloge de la flexibilité contre le juridisme traditionnel de l'Europe.

Pour terminer, c'était un grand moment la semaine dernière parce qu'on a vu un renouveau et, en particulier, Philippe, je sais que vous y êtes sensible, la naissance d'une nouvelle nation canadienne, qui n'est plus ce pays gentil, bourgeois, drôle et sympathique. Le Premier ministre le dit lui-même : le Canada devient une vraie nation sur la scène internationale.

Philippe Meyer :

Il ne faut pas oublier que la question de l'indépendance du Québec se pose de nouveau. Il y a actuellement au Québec une très forte minorité qui souhaite un nouveau référendum sur l'indépendance. Si celui-ci aboutissait à l'indépendance, le Canada se trouverait sensiblement affaibli. On peut donc avoir souhaité autrefois une chose qui n'est plus souhaitable aujourd'hui. En tout cas, en ce qui me concerne.

Béatrice Giblin :

Je prendrais les déclarations de ce Premier ministre, qu'on a trouvées audacieuses et courageuses, comme un pari, parce qu'une grande partie de l'économie canadienne est très liée à celle des États-Unis, qui sont juste à côté. C'est l'une des plus grandes frontières du monde, et il a osé dire non. On entend beaucoup que nous, Européens, nous nous sommes couchés, que nous avons été lâches. Je dirais que nous n'étions pas du tout dans le même moment ni dans la même situation. En juillet 2025, à part peut-être les Chinois, qui en ont les moyens, il n'y a pas grand monde qui ose dire non à Trump. Et Mme Von der Leyen n'est pas la présidente d'un pays et d'un État : elle est à la Commission et représente 27 États qui n'étaient pas d'accord sur la façon de se comporter vis-à-vis de Trump. Le poids de l'Allemagne dans l'acceptation de ces 15 % a été considérable, mais elle n'était pas la seule. L'ensemble des pays d'Europe du Nord, ainsi que l'Irlande et la Pologne, ont beaucoup poussé pour trouver un accord avec les États-Unis.

Pour le Canada, en revanche, c'est une question existentielle. Quand votre grand voisin, qui compte 350 millions d'habitants alors que vous en avez 40 ou 41, dit que vous serez le 51^e État des États-Unis et publie une carte où vous disparaîsez sous le drapeau américain, vous pouvez vous interroger sur votre existence même à terme. Il y a donc une réaction patriotique, de souveraineté. Quand Nicole parle de la naissance d'une nation canadienne, la nation se

constitue toujours dans la menace, dans la menace de son existence.

À partir de là, ce n'est pas maintenant que les Québécois vont jouer l'indépendance, parce qu'ils seraient les traîtres, et on n'aime jamais être le traître. Il existe aussi en Alberta un mouvement indépendantiste, notamment parce que cette province produit 80 % du pétrole canadien et que certains trouvent qu'il serait bien de le garder pour eux. Mais eux aussi seraient dans la position du mauvais joueur, de celui qui n'a pas le beau rôle, d'autant que Trump a dit qu'il les soutiendrait. Nous sommes donc dans un moment extrêmement important. C'est comme l'Ukraine : l'Ukraine s'est fortement constituée en tant que nation dans l'adversité, face à la menace sur son existence. Même si tout le monde avait voté majoritairement pour l'indépendance en 1990, c'était à 51 % dans le Donbass et à 80 ou 90 % dans la région de Lviv. Mais tout le monde avait quand même choisi l'indépendance. La menace sur l'existence même d'un État provoque un réflexe de courage et d'audace, avec la disposition à faire des sacrifices, parce que les Canadiens vont le payer. Cela ne va pas être une petite affaire, à moins que Trump se dégonfle, ce qui est peut-être aussi dans le domaine du possible.

Là où je rejoins Nicole, mais en partie seulement, c'est que le Canada accepte d'être une puissance moyenne. Je ne suis pas sûre que l'Europe l'accepte. L'Europe se voit comme devant jouer un rôle d'équilibre entre les États-Unis et la Chine. Ce marché de 450 millions d'habitants fait rêver un certain nombre de gens et, parce que la France est une puissance nucléaire, une partie des Européens ne renonce pas à être dans la cour des grands plutôt que de se penser comme une puissance moyenne. Si nous allons vers une industrie de défense, une défense commune et une intégration politique plus forte, la situation peut évoluer. C'est dans la menace que l'Europe a toujours avancé. C'est toujours ainsi qu'elle est allée un cran plus loin.

Matthias Fekl :

Je partage l'approche géopolitique de Béatrice. Mark Carney naît dans l'agression. D'abord, son élection elle-même doit beaucoup au positionnement de Trump, et ce n'est pas diminuer ses mérites que de le constater. Le concurrent de M. Carney, très pro-américain, très trumpiste dans sa manière de faire et dans ses positions, a été battu au dernier moment parce que le Canada s'est réveillé et s'est dit que ce n'était pas possible de mettre un allié de Trump au pouvoir dans un moment aussi grave, où il s'agit même de rebaptiser le lac Ontario. Il y a une velléité d'agression du président américain contre le Canada, et c'est aussi ce qui explique les positions de Mark Carney aujourd'hui. Il est directement confronté à cette agressivité géopolitique, pas militaire, même si on n'en est pas très loin au moins dans la rhétorique, et économique, puisque la dépendance canadienne à l'égard des États-Unis est très importante.

Si on prend un peu de recul, j'étais au gouvernement, au Commerce extérieur, quand on négociait à la fois le CETA, en tout cas la fin de ces négociations, avec beaucoup de changements dans la dernière ligne droite, et, en parallèle, l'accord qui a heureusement échoué avec les États-Unis : le CETA d'un côté, le TTIP de l'autre. Beaucoup de gens me disaient « *mais pourquoi tu soutiens le CETA alors que tu combats le TTIP ?* » Parce que la manière de négocier et le fond des accords étaient diamétralement opposés. Je ne suis pas sûr d'avoir tout à fait réussi, à l'époque, à convaincre sur cette idée. D'abord, les Canadiens négociaient de bonne foi. C'étaient de vrais partenaires qui avaient envie d'un accord et qui ont accepté, même après une première conclusion de l'accord, qu'on intègre des références à l'accord de Paris, de la COP21, afin que les normes environnementales chapotent l'ensemble de l'accord. C'était la première fois dans un accord commercial. Il y a également eu une réforme de l'arbitrage pour mieux respecter la souveraineté de la puissance publique, les normes sanitaires, environnementales, etc. On a donc abouti avec le Canada à un accord extrêmement positif qui, même sur les points économiques où nous avons des

craintes à l'époque, notamment sur le bœuf, s'avère quasiment neutre. Une centaine de tonnes de bœuf sont importées chaque année dans l'ensemble de l'Union européenne. Reste la problématique des contrôles et de la manière d'assurer de bons contrôles sanitaires : c'est un point important dans la mise en œuvre.

De l'autre côté, vous aviez les États-Unis. C'était sous Obama, donc c'était fait avec style, mais le fond des négociations était extrêmement dur et je ne dirais pas qu'il était de bonne foi, puisqu'aucune des demandes européennes, notamment françaises, n'était acceptée. Il était hors de question d'intégrer l'accord de Paris ou de réformer l'arbitrage. On avait donc déjà à l'époque, dans un tout autre contexte, des tendances diamétralement opposées. Il existe ainsi des tendances de long terme et des valeurs communes extrêmement fortes entre l'Union européenne et le Canada. Aujourd'hui, le Premier ministre canadien, à Davos puis auprès de l'Union européenne, affirme avec beaucoup de tranquillité et de sérénité des évidences de bon sens auxquelles il donne un panache énorme. C'est sa force. Il énonce des considérations que personne n'assume sur ce que sont les puissances moyennes et sur nos valeurs essentielles, que Nicole rappelait : la démocratie, l'État de droit et l'attachement à ces notions, aujourd'hui bafouées dans les médias et la politique française, comme dans le monde entier. Un dernier point sur la forme concrète que cela doit prendre : il ne faut pas s'enliser dans les débats sur les membres associés. On a suffisamment galvaudé l'adhésion à l'Union européenne en la proposant un peu partout, même là où cela n'a aucun sens. Ce qu'il faut, c'est un partenariat stratégique renforcé sur les grands sujets de demain : l'énergie, la défense, les minerais et les terres rares, mais aussi la démocratie, l'État de droit et notre attachement à ces valeurs. Ne perdons donc pas de temps à discuter de membres ou de non-membres. Des questions essentielles nous unissent et nous devons les porter, y compris au-delà de l'Occident. Des puissances moyennes ailleurs qu'en Europe et au Canada peuvent se retrouver dans ce projet commun qu'il nous appartient de

bâtir et de porter.

Philippe Meyer :

Je retiendrais notamment de ce que vous venez de dire, Matthias, qu'il ne faut pas croire que le retour à Obama serait une solution au problème des rapports entre l'Europe et les États-Unis.

Lucile Schmid :

Nicole nous dit que, grâce au Canada et à Mark Carney, l'Union européenne apprend la flexibilité. Je crois qu'elle apprend plutôt la politique. Dans son parcours, dans ce qu'il dit et dans sa manière de le dire, M. Carney est peut-être l'incarnation de ce que devrait être un homme politique au XXI^e siècle face aux défis du siècle : les enjeux géopolitiques, l'incertitude, les enjeux climatiques, mais aussi la compétence, le contenu et la capacité à avoir une forme de stabilité et de continuité face à l'adversité.

Matthias rappelait que Mark Carney a été élu d'une manière assez miraculeuse. Il avait 20 points de retard dans les sondages et Donald Trump, par ses provocations, a donné envie aux Canadiens d'associer l'élection à la raison, ce qui est rare dans le monde d'aujourd'hui. Je voudrais aussi rappeler que Mark Carney a, de longue date, osé porter des sujets nouveaux sur le plan politique. Il a d'abord été le seul non-Britannique à être gouverneur de la Banque d'Angleterre. En 2015, quelques mois avant l'accord de Paris dont parlait Matthias, il avait prononcé ce fameux discours sur la « tragédie des horizons ». Il expliquait que, dans le monde d'aujourd'hui, la difficulté tient au fait que les horizons politique, économique et financier ne coïncident pas avec ce que devraient être les enjeux de moyen et de long terme. C'est donc un homme politique avant même d'être politique : il a fait de la politique dans des lieux différents. Tout le paradoxe est qu'il ne nous invite pas à sous-estimer les éléments économiques et financiers, puisqu'il vient lui-même de la finance et a

dirigé à la fois la Banque du Canada et la Banque d'Angleterre, mais qu'il nous apprend à replacer les enjeux économiques et financiers dans un cadre politique. Il le fait également avec une capacité à aborder les enjeux de diversité culturelle propres au Canada. Rappelez-vous qu'à Davos, parce qu'on lui reprochait de parler mal français, il commence son discours en français, avec un fort accent qu'on pourrait qualifier de britannique ou de canadien. Mais il le fait : il assume le bilinguisme et, d'une certaine manière, très symboliquement, le multilatéralisme. En ce sens, il nous invite à regarder différemment la scène politique, qu'elle soit nationale, européenne ou internationale. De qui avons-nous besoin ? Nous avons besoin d'une forme de raison, d'une forme de compétence et, cela a été rappelé par Nicole et Béatrice, de la capacité de faire rencontrer un patriotisme incarné par la compétence avec un patriotisme populaire. C'est en ce sens que ce qui se passe au Canada, au-delà de Mark Carney, est très intéressant. Vous savez qu'aujourd'hui, on a rebaptisé ce café qui s'appelait Americano « Canadiano » ou « Canadianino ». C'est très intéressant : la capacité langagière des Canadiens, le fait d'être dans le bilinguisme, leur permet aussi de rebaptiser des choses qui s'appelaient en anglais ou en américain, non plus en français mais en canadien. C'est comme si les Canadiens avaient inventé une langue commune, à la fois anglaise et française.

Et leur capacité à nous dire qu'il faut résister tient aussi à cette distinction formulée par Mark Carney : le sujet, ce ne sont pas les deals, ce sont les valeurs. Quand Trump nous dit que la politique est un deal, Carney répond que ce sont les valeurs et, de cette manière, il défend les intérêts de son pays.

Nicole Gnesotto :

Deux points d'abord pour continuer la réflexion de Béatrice, que je partage. Je ne crois pas du tout que l'Europe se voie comme une puissance. Le vrai drame de l'Europe, c'est qu'elle ne se voit pas comme une puissance européenne : elle se voit comme un morceau de la puissance atlantique. La France, elle, a continué à

porter cette idée d'une Europe puissance, mais elle reste extrêmement minoritaire. Le Canada peut donc aider l'Europe à comprendre que, si elle doit devenir influente dans le monde, ce sera de façon indépendante par rapport aux États-Unis.

Deuxième point, sur le partenariat stratégique : c'est un terme qu'il ne faut surtout pas utiliser. Je rappelle qu'à partir de 2013, c'était celui qu'on avait réservé à la Turquie parce qu'on ne voulait pas qu'elle devienne membre de l'Union européenne. Pour l'instant, dans le vocabulaire européen, « partenariat stratégique » est donc réservé à la Turquie.

Matthias Fekl :

Mais cela n'a aucune importance. Ce qu'il faut, c'est sortir de l'idée de membre ou de non-membre.

Nicole Gnesotto :

Exactement. Troisième point : ce que je trouve très intéressant dans la pensée de Mark Carney, c'est qu'il parle de puissance *intermédiaire*. Il dit très bien qu'il faut que nous, puissances intermédiaires, trouvions un rôle qui ne consiste ni à dominer le monde ni à nous opposer aux autres. C'est très important. Il est en train de redéfinir la notion de puissance : non plus des puissances coercitives ou dominatrices, mais des puissances intermédiaires, à la fois culturelles et économiques. L'Europe devrait en prendre de la graine.

Lucile Schmid :

Je voudrais rebondir sur cette idée de puissance moyenne ou intermédiaire. Ce qui est intéressant du côté de l'Europe, c'est qu'on peut se demander si elle pourrait être une puissance moyenne. Mais la France, de son côté, se considère peut-être comme une grande puissance ou une puissance moyenne. Il y a donc, au sein de l'Union européenne, un enjeu autour de la question de savoir si

l'Europe pourrait jouer dans le camp des puissances et si ses États membres pourraient contribuer au développement de cette puissance. C'est un point important.

Quand Mark Carney dit que le Canada est une puissance intermédiaire, il assume une position profondément politique. Quand on regarde le territoire du Canada, deuxième pays le plus grand au monde, ses matériaux critiques et ses 41 millions d'habitants, on peut considérer que c'est une puissance intermédiaire qui possède tous les éléments pour, en s'associant à d'autres, devenir une puissance qui compte davantage. Elle possède aujourd'hui tous les atouts pour être dans le jeu des puissances, voire devenir une grande puissance à l'échelle du monde. Les matériaux critiques, la position géopolitique, le fait d'être à la fois dans l'Atlantique et dans le Pacifique sont des éléments essentiels.

Béatrice Giblin :

Et puis, un point très important : le Canada est en bordure de l'Arctique, qui devient un enjeu majeur puisque l'Arctique se réchauffe beaucoup plus vite qu'on ne le pensait. Sur cette route du Nord-Est, il y a une rivalité avec la Russie, tandis que les Chinois ne veulent pas non plus laisser la place. On aura donc grandement besoin du Canada pour contrôler cette route.

COMBIEN Y A-T-IL D'EXTRÊMES DROITES ?

Introduction

Philippe Meyer :

Pour son premier grand discours depuis que la justice lui a rouvert la voie vers l'Élysée, Marine Le Pen a déroulé un programme refermant, point par point, la parenthèse libérale que Jordan Bardella et certains de ses conseillers avaient tenté d'ouvrir, gravant dans le marbre son slogan « *ni droite ni gauche* ». Pour 2027 elle veut mener « *plus que jamais* » la « *bataille sociale* ». Une formule qui sonne comme un désaveu pour ceux qui, en interne, espéraient muscler le versant pro-entreprise du parti. Affichant sa volonté de mettre l'accent sur la « *priorité nationale* » – « *un droit naturel et juste* », Marine Le Pen a promis d'appliquer ce principe controversé au logement social, l'un des « *grands chantiers* » de son potentiel quinquennat. En martelant cette thématique, elle s'est épargnée toute explication sur les polémiques qui ont émaillé la rentrée du RN. C'est à peine si elle a, sur le réseau X, promis de soumettre l'interdiction du voile à un référendum. Elle n'est pas plus revenue sur la retraite à 62 voire à 60 ans, que sur les saillies racistes et sexistes d'un policier municipal membre du service d'ordre du parti, ou sur la fin de l'aide à l'Ukraine annoncée par le maire de Perpignan, Louis Aliot. Des propos qui viennent rappeler les positions prorusses longtemps tenues par le RN, que n'endosse pas totalement Jordan Bardella. La stratégie du « *tandem complémentaire* » tenue l'année passée, avec une ligne plus libérale incarnée par Jordan Bardella, et une ligne plus sociale et populiste jouée par Marine Le Pen, prend désormais des allures de duel au sommet.

Le 13 septembre, un autre duo à l'extrême droite mettait en scène ses ambitions, et ses possibles rivalités : Sarah Knafo puis Éric Zemmour ont conclu, chacun à leur tour, les universités d'été de Reconquête. Si le chef de la formation, n'a pas encore confirmé sa probable candidature, il a entamé sa rentrée en ciblant son créneau favori, l'islam, se déclarant contre le port du voile dans l'espace public, pour la « remigration » et critiquant sa meilleure ennemie, Marine Le Pen. Tandis qu'Éric Zemmour mise sur l'identitaire, sa compagne, Sarah Knafo combat sur le champ libéral. L'énarque creuse un sillon dans le secteur économique, portant un discours antifiscal, anti-État et techno-capitaliste, inspiré par Elon Musk et les politiques menées en Argentine et au Salvador.

Béatrice Giblin :

En écoutant la présentation de Philippe, on peut se dire qu'il y aurait bien deux extrêmes droites. Mais si je regarde le second tour, il n'y en aura peut-être plus qu'une. Entre la campagne et la possibilité d'avoir une présidente issue du RN, donc de l'extrême droite, une partie de l'électorat de Reconquête ira voter Marine Le Pen.

On a peut-être deux extrêmes droites, mais il s'agit bien de l'extrême droite. L'une est plus libérale, mais leurs fondements restent extrêmement proches. D'ailleurs, presque heureusement pour Marine Le Pen, Éric Zemmour sera candidat, parce qu'il peut être un bon rabatteur pour le deuxième tour. Quel est l'électorat de Reconquête ? Il faut rappeler qu'Éric Zemmour a été pendant de longues années éditorialiste au *Figaro*. Il séduit un électorat bourgeois réactionnaire de l'ouest parisien et de l'ouest de la région parisienne. Quand il sortait ses livres, il y avait des files d'attente à Versailles, avec des centaines de personnes, beaucoup de femmes, venues se les faire dédicacer. Cet électorat était totalement étranger à Marine Le Pen.

Marine Le Pen, elle, se fait élire à Hénin-Beaumont, dans une ville profondément populaire. Elle sait incontestablement parler à ce public et se faire aimer de lui, parce qu'il se sent reconnu. L'électorat d'Éric Zemmour n'a rien à voir avec cela. Mais dans un moment où, dit-on, les Français ont envie de radicalité, si Marine Le Pen ne fait pas trop d'erreurs pendant sa campagne (ce qui n'est pas sûr), et si les débats entre les deux tours se passent bien (ce qui n'est pas sûr non plus), une partie non négligeable de l'électorat d'Éric Zemmour peut abonder son score au second tour et peut-être la rapprocher de l'élection. C'est essentiel.

Dans sa stratégie, Marine Le Pen a parfaitement compris que Bardella dérivait, pris en main par une partie du patronat français qui se disait qu'on arriverait à lui

faire avaler ce qu'on voulait. On jouait donc la carte Bardella, le « gendre propre sur lui ». Elle a immédiatement compris que continuer ainsi était extrêmement dangereux et elle a très fortement réaccélééré sur le social. Il suffisait de voir la tête de Jordan Bardella à Hénin-Beaumont dimanche : il fallait avaler les couleuvres. Marine Le Pen joue notamment sur le logement. J'ai été étonnée qu'elle le fasse à Hénin-Beaumont, parce que c'est une ville minière où le logement a d'abord été accordé aux mineurs par les patrons des mines. Après la nationalisation, les ayants droit ont pu y rester après le décès du mineur. Le logement n'est donc pas du tout un enjeu spécifique dans le bassin minier, mais elle s'adressait au-delà. Cette idée de réserver aux Français le logement social trouve un écho très fort. C'est absolument inacceptable, mais elle frappe à un endroit qui fait mouche. Et je ne comprends pas que, parmi les réactions d'hostilité, ni les représentants du logement social à gauche, comme Emmanuelle Cosse, ni les journalistes ne disent exactement ce que représente le nombre d'étrangers dans le logement social. On peut manipuler les chiffres selon qu'on parle des étrangers au sens strict ou des étrangers naturalisés français, mais on est sur des chiffres de l'ordre de 12 %, y compris avec les naturalisés, dans l'ensemble du logement social. On pourrait peut-être ainsi calmer le jeu.

Matthias Fekl :

Ce sujet aurait pu s'intituler « *50 nuances de brun* ». Le point commun avec « *50 nuances de gris* » étant que ça risque de faire mal. Plus sérieusement, pendant longtemps, il y avait entre la droite et l'extrême droite, au-delà du cordon sanitaire, un désaccord profond sur les valeurs. C'est là que se jouait la différence. Cela s'est déplacé. Aujourd'hui, des pans importants de la droite disent « *finalement, sur les valeurs, nous sommes d'accord* ». Aujourd'hui, le débat s'est déplacé sur la politique économique.

C'est aussi ce qui traverse l'extrême droite elle-même. Il y a clairement un accord sur tout ce qui concerne l'immigration et la sécurité. C'est sans doute plus

nuancé sur les questions sociétales, que ce soit l'avortement ou le mariage pour tous, mais pour l'essentiel, il y a un accord. En revanche, sur la politique économique, il existe des débats très importants, qu'incarnent d'ailleurs Le Pen et Bardella. Bardella était devenu assez apprécié des milieux économiques, avec malheureusement des personnalités non négligeables qui discutaient avec lui et pensaient avoir réussi à le convertir au libéralisme, même si on reste assez loin de ce qu'on peut entendre par libéralisme. Il incarnait donc une ligne clairement pro-business.

De l'autre côté, Marine Le Pen est élue dans les Hauts-de-France, où une partie de l'ancien électorat de gauche, communiste ou socialiste, vote sans hésiter pour elle. Cela signifie quelque chose. Il y a des mouvements de fond en France et ailleurs dans le monde : des pans entiers de la population, notamment des classes populaires, ne se sentent plus représentés ni défendus par la social-démocratie. Cela doit interpeller. La pire manière de traiter ce phénomène serait de le faire par le mépris.

Sur l'extrême droite, il y a aussi la question des alliances internationales, avec des pans très importants qui sont soit très proches de Trump, de Musk et de toute cette galaxie, soit proches de Poutine et de la Russie. Dans la présidentielle, ce sont des choses qu'il faut marteler puisque, comme au Canada, cela peut avoir un impact. Ce n'est jamais innocent de savoir avec qui on siège au Parlement européen, si on se réjouit ou non de la victoire de l'AfD en Allemagne, si on minimise ou non la résurgence nazie dans ce parti. Là-dessus, il faut être intransigeant et ne pas se laisser entraîner par la banalisation que certains essaient d'imposer.

Et puis il y aura, bien sûr, la question de l'attitude de la droite au moment du deuxième tour. Je crains qu'il y ait de nouvelles ruptures à droite si l'extrême droite venait à être qualifiée.

Lucile Schmid :

Ce qui est intéressant dans cette question du nombre d'extrêmes droites, c'est qu'on peut l'analyser soit du côté du projet, et il faut le faire, soit du côté des personnes. Si on regarde les personnes, il y a une sorte de meute d'extrême droite, mais nous connaissons désormais assez bien les différences entre ces extrêmes droites. Cela a été rappelé sur la question économique, sur la relation à l'État-providence, mais aussi sur les territoires : on parle par exemple d'une extrême droite du Sud-Est et d'une extrême droite du Nord. Notre cartographie et notre connaissance de l'extrême droite ont beaucoup progressé ces dernières années. C'est quelque chose qui m'inquiète parce que, sur l'autre versant, celui de tous ceux qui ne sont pas d'extrême droite, la confusion s'est installée.

Par rapport à ce qui va se passer en 2027, le fait que l'extrême droite ait réussi à clarifier sa pluralité, ses différentes relations à l'économie, à l'État-providence et aux territoires lui permet de couvrir un spectre électoral très large. J'ajouterais l'exemple de Sarah Knafo, compagne d'Éric Zemmour. Ce qui est intéressant, c'est que, par ailleurs, le népotisme ne dérange plus. La corruption, le népotisme, tout cela semble assez normal. Sarah Knafo a écrit un livre, *Le casse du siècle*. Je rappelle qu'elle est énarque et qu'elle vient de la Cour des comptes. Ce livre s'est vendu comme des petits pains, comme celui de Jordan Bardella, et elle y dénonce l'État-providence. On se retrouve donc dans une situation où il faut à la fois défendre l'État-providence pour les Français et le dénoncer au nom d'une saine gestion des deniers publics. Il faut aussi être avec les patrons, défendre à la fois la retraite à 62 ans et la retraite à 67 ans ... Tout cela pourrait donner le sentiment d'un maelstrom confus, mais donne plutôt, comme l'a dit Béatrice, la possibilité de couvrir l'ensemble des électors. C'est cela qui m'inquiète.

La deuxième chose importante concerne la contamination des idées. Sur la question des étrangers et la question migratoire, il est devenu tout à fait ordinaire, naturel, banal, d'associer les étrangers à des musulmans fanatiques ou à des délinquants. Il y a une sorte de trumpisation, ou plutôt d'extrême-droitisation, de la question des droits des étrangers et de tout ce qui relève de la politique

migratoire. Au point que Patrick Weil, dont Valéry Giscard d'Estaing avait cité la thèse à la fin des années 1970 et qui avait ensuite été conseiller de Jean-Pierre Chevènement sur ces questions du temps de Lionel Jospin, est revenu sur ces sujets avec un essai vigoureux. Il rappelle qu'il existe différentes catégories d'étrangers, selon qu'on demande l'asile, qu'on est un migrant économique ou qu'on demande le regroupement familial, et rappelle les principes de l'État de droit.

Par rapport à tout ce qui vient d'être dit, deux ou trois questions politiques émergent. La première, et nous parlions de Mark Carney juste avant, est évidemment celle de la compétence en politique. Poser la question de la compétence et faire en sorte que les journalistes n'hésitent pas à porter le fer me semble essentiel. La deuxième est de savoir comment la question des étrangers nous renvoie à celle des libertés publiques dans ce pays. On peut considérer qu'il faut en passer par là. C'est évidemment un point de vue qu'il faut combattre férocement, parce que la question des étrangers renvoie directement à la manière dont l'État de droit s'affaiblirait si les extrêmes droites, d'une manière ou d'une autre, exerçaient le pouvoir.

On le voit déjà dans leur obsession du gouvernement des juges. On le voit dans la manière dont elles ont contaminé la fabrique de la loi, au point que la dernière loi sur l'immigration comprenait plus d'une trentaine d'articles anticonstitutionnels. On le voit aussi dans cette référence permanente au référendum populaire pour installer une révision de la Constitution, du droit des étrangers et des libertés publiques.

Le troisième point concerne évidemment ce qui se passerait à l'échelle européenne et mondiale. Philippe a rappelé le caractère extrêmement trouble des liens du Rassemblement national avec Vladimir Poutine. De manière générale, ce serait une forme de renoncement à tout ce que peut signifier la solidarité avec l'Ukraine, au nom d'une saine gestion, alors qu'on a bien vu qu'ils étaient incapables de gérer.

Philippe Meyer :

La question de la compétence en politique, sans aucun doute. La question de la compétence en journalisme aussi. Il faut voir la nature des interviews qui sont menées et le jeu que joue la quasi-totalité des journalistes. J'en profite pour dire que je m'étonne que personne ne se soit scandalisé du retrait de l'intervention de Dominique Reynié à l'antenne de France Inter. Dominique Reynié, l'homme de Fondapol, dont on peut évidemment discuter toutes les opinions, est précisément quelqu'un qui a cette compétence en matière d'information. Son éviction s'est passée sans que personne ne la relève.

Nicole Gnesotto :

Je partage beaucoup de choses fort sensées qui ont été dites. J'ajouterai deux ou trois points. Premièrement, historiquement, il y a toujours eu deux courants d'extrême droite en France, pratiquement depuis la fin de la Révolution française. Un premier courant contre-révolutionnaire, monarchiste et catholique, et un deuxième courant plus nationaliste, tout aussi réactionnaire et hostile à l'étranger. Ces deux courants ont été, d'une certaine façon, réunis au XIXe siècle par l'antisémitisme.

Aujourd'hui, on retrouve encore l'apparence de deux courants dans l'extrême droite française. D'un côté, l'extrême droite identitaire représentée par Éric Zemmour, qui reprend ce substrat, cette culture catholique, bourgeoise et libérale, et joue sur la peur, non plus celle du communisme, mais celle du grand remplacement. C'est le courant identitaire de l'extrême droite. De l'autre, il y a le courant nationaliste de Marine Le Pen, plus social, qui joue moins sur les peurs que sur le ras-le-bol et le désir de changement. On l'a vu la semaine dernière, ou même il y a seulement un jour : ils ont tenu chacun un rassemblement, l'un à Hénin-Beaumont, l'autre à Port-Marly, qui est tout de même quelque chose d'assez bourgeois. Ces deux lieux choisis pratiquement le même jour

symbolisent deux électorats potentiels de l'extrême droite.

Ce qui est très intéressant, en revanche, c'est que ce qui avait fait le lien entre ces courants au XIXe siècle a officiellement disparu des discours :

l'antisémitisme. L'extrême droite se présente aujourd'hui comme le meilleur défenseur non seulement contre l'antisémitisme, mais aussi de l'existence et de la défense de l'État d'Israël. Deuxièmement, à ces deux leaders s'ajoute une nouvelle génération. Il y a ceux qui représentent l'expertise technocratique, comme Sarah Knafo, mais aussi Marion Maréchal. Et, de l'autre côté, il y a ce que j'appellerais le pragmatisme absolu. Pour moi, M. Bardella n'a jamais eu la moindre idée, ni libérale ni quoi que ce soit. Il n'a aucune idée. C'est une éponge. Le Medef avait donc trouvé très intéressant d'en faire son allié. Mais une jeune génération est désormais présente. Souvenez-vous du rôle de Sarah Knafo pendant les municipales : elle a tout de même fait 10 %, ce qui n'est pas rien. C'est elle qui a proposé à Rachida Dati, « *entre femmes* », de faire une alliance. Son rôle aujourd'hui dans l'extrême droite est d'essayer de faciliter les alliances avec la droite traditionnelle.

Je terminerai en disant que l'objectif de tous ces leaders est de ratisser large, le plus largement possible. Et c'est déjà en partie fait, parce qu'il n'y a aucune chance que Bardella soit le Premier ministre de Marine Le Pen. Il lui faudra un Premier ministre qui lui permette de gagner les élections. Ce sera donc LR. D'une certaine façon, les alliances sont déjà, sinon conclues, du moins proches de l'être.

Matthias Fekl :

C'est quand même souvent une expertise technocratique assez hasardeuse qui, à mon avis, ne résiste pas très longtemps à la moindre analyse objective. C'est un dévoiement de l'expertise technocratique.

Philippe Meyer :

Dans les interviews de Sarah Knafo sur son livre, combien de journalistes ont relevé ce qui relevait de l'approximation, de la généralisation ou du coup de bluff ? Bien trop peu ...

Matthias Fekl :

C'est vrai. D'ailleurs, le mauvais état du journalisme et de la presse en France reflète le mauvais état de la vie politique. C'est toujours un jeu de miroir, et c'est très regrettable.

Deux points très brefs. D'abord, sur l'antisémitisme, c'est vrai. Et malheureusement, une partie de LFI est là, par contraste, pour accréditer cette idée d'un changement de l'extrême droite sur l'antisémitisme. L'hostilité aux musulmans a remplacé l'hostilité aux juifs, au moins pour un temps, parce que dans les partis intolérants, racistes et xénophobes, croyez-moi, l'antisémitisme finit toujours par resurgir plus ou moins vite. Il est là, dormant, et il n'a pas disparu.